



bit, impossible d'accéder aux big-bags à déstocker dans le bloc 12.

une largeur de 4,20 m, contre 5,50 m à son creusement il y a une vingtaine d'années. Soit une convergence d'environ 7 cm par an. « Les mesures initiales étaient plutôt de 2 cm par an. Là, on est complètement hors normes », reconnaît Alain Rollet qui ajoute : « Une machine à broyer se referme petit à petit. »

La conséquence est que le personnel de Saar Montan, avant de déstocker, doit multiplier les travaux de sécurisation. Dans ce bloc 12, le toit est soutenu par des étaçons (piliers métalliques capables de soutenir une pression de 20 tonnes) ou par des boulons en fibre de verre (résistance de 5 tonnes), quand ce ne sont pas des boulons en acier de deux mètres (résistance à 12 tonnes), au toit comme dans les parois. L'impression qui se dégage est celle d'un raffistola-

dégonfler les big-bags en aspirant une partie à l'intérieur pour pouvoir les réduire et les enlever », explique Dirk Mizia qui résume l'action de ses hommes : « On boulotte, on se met en sécurité et on avance big-bag après big-bag. »

« C'est un chantier unique qui implique un mode opératoire strict », indique Pierre, l'un des deux chefs de poste de Saar Montan. Physique de pilier de rugby aux tatouages fourmis, l'homme explique que toutes les précautions sont prises pour éviter toute contamination. « En zone rouge, donc en phase de déstockage, on est trois, équipés de combinaisons étanches et d'appareils respiratoires. Il y a un conducteur d'engin et deux opérateurs. La priorité est de sortir les sacs sans les casser. Quand c'est nécessaire, on utilise l'aspirateur », précise Pierre.

Lui aussi vêtu d'une combinaison, Jean-Charles Bagneres, responsable du maître d'œuvre Curtiom, est aussi présent ce jour-là. Son rôle est de vérifier que les appareils ne sont pas contaminés. Dans ce cas, pas d'autorisation pour libérer la zone rouge. « C'est un chantier atypique, dangereux. Le risque chimique est sous contrôle mais bien présent. Après on s'en donne les moyens », souligne-t-il, ajoutant que l'on « déstockera tout ce qui est possible ». Jusqu'à 93 % des produits mercuriels ? « Cela me semble difficile. La situation ne va pas nous simplifier la tâche », conclut Jean-Charles Bagneres.

Plus de 60 personnes en action chaque jour

En fond de mine, ça grouille de monde. Ils sont entre 40 et 45 personnes le matin. L'après-midi, le nombre chute de moitié. Dans les deux cas, Saar Montan occupe une quinzaine de personnes par équipe (une le matin, une l'après-midi) pour mener les travaux de déstockage. Lesquels permettent de remonter 12,3 colis par jour en moyenne. C'est quatre fois moins que les prévisions initiales. La faute, toujours, à l'état dégradé de la mine qui nécessite de prendre moult précautions. « Il faut parfois

Repères

• **44 000 tonnes de déchets ultimes** sont enfouies à Stocamine à Wittelsheim.

• Les MDDPA, chargées de liquider leur filiale Stocamine, ont reçu, par une instruction ministérielle, la mission de procéder au déstockage de **93 % des déchets mercuriels**, considérés comme les plus dangereux. • Au commencement des opérations, il est apparu que le **volume de mercure a été surestimé**. Il s'établit, selon Stocamine, à 25,7 tonnes. Ce qui fait que les 93 % du mercure à déstocker représentent un volume de 24,3 tonnes, stockés dans 1 784 colis représentant 2 270 tonnes de déchets à déstocker.

• Au 7 novembre, **1 910 tonnes de déchets ont été extraits** de Stocamine, la plus grande partie expédiée en Allemagne pour être enfouie dans une autre mine de sel.



Au fond, une hâveuse permet de sécuriser les galeries et de maintenir l'accès des véhicules.

peu d'intérêt et beaucoup de risques », conclut Laurent Fuchs.

Si la décision n'est donc pas officiellement prise, nul ne souhaite prendre de risques pour déstocker ce bloc 23. Lequel pourrait donc rester intact et son contenu enfoui définitivement.

Enfouissement : le processus lancé

Tandis que se poursuit le déstockage partiel, la procédure devant aboutir à l'enfouissement définitif de quelque 42 000 tonnes de déchets à Wittelsheim a débuté avec l'ouverture de l'enquête publique. Celle-ci aura lieu dans les neuf communes riveraines (Cernay, Kingersheim, Lutterbach, Pfalsatt, Reiningue, Richwiller, Staffelfelden, Wittelsheim et Wittenheim) jusqu'au 15 décembre.

Disponible dans les mairies et sur le site internet www.stocamine.fr, le dossier prévoit la construction de 19 barrages en ceinture du stockage. Ce qui, selon l'entreprise, permettra de « retarder de plus de 1 000 ans la sortie de saumure polluée ». « Le sel emprisonnera les déchets et les compactera. En effet, les terrains s'auto-cicatrisent rapide-

ment à cette profondeur sous l'effet de la pression naturelle et les vides se comblient, ce qui laissera peu de place à la saumure pour circuler et diluer les substances chimiques contenues dans le stockage », indique le résumé non technique du dossier d'enquête.

« Près d'une centaine d'études ont été consacrées à l'analyse des risques associés au stockage de déchets depuis l'arrêt de l'activité », rappelle l'exploitant qui ajoute : « Les experts nationaux et internationaux qui ont étudié le sujet concluent à la quasi-unanimité que le site doit être fermé définitivement par la construction de barrages étanches tout autour du stockage avant le remblayage des puits de mines et la mise en œuvre de mesures

de surveillance particulières », notamment la vitesse d'ennoyage des anciens travaux miniers grâce à deux sondages profonds, dont un à créer.

Une étude de sûreté a examiné les risques d'un « scénario catastrophe » (vitesse d'ennoyage maximale, circulation de saumure à travers les déchets compactés, dissolution systématique de tous les déchets solubles, expulsion de saumure polluée dans la nappe phréatique). « Même dans ce scénario catastrophe avec des hypothèses très pessimistes, sans aucun déstockage, les seuils de potabilité de la nappe sont préservés », assure le liquidateur. Un point de vue que contesteront les associations membres du collectif Déstockamine au cours de cette enquête publique.